

Tir obligatoire en 2020

1. Etendue du tir obligatoire

L'obligation d'accomplir le tir obligatoire commence dans l'année qui suit l'accomplissement de l'école de recrues. Les officiers subalternes, les sous-officiers et les membres de la troupe astreints au tir accomplissent chaque année un programme obligatoire jusqu'à la fin de l'année qui précède la libération des obligations militaires mais au plus tard jusqu'à la fin de l'année des 34 ans révolus.

a) Sont astreints au tir obligatoire

- les militaires de la classe 1987 et plus jeunes qui sont équipés du fusil d'assaut.
- les officiers subalternes (lt/plt) de la classe 1986 et plus jeunes, incorporés dans une arme ou un service auxiliaire, équipés du fusil d'assaut.

b) Ne sont pas astreints au tir obligatoire

- les militaires licenciés de l'armée en 2020.

c) Sont dispensés du tir obligatoire

- les militaires astreints au tir qui, au cours de l'année 2020, ont accompli au moins 45 jours de service soldés;
- les militaires astreints au tir qui ont obtenu un congé pour l'étranger avant le 1^{er} août, ainsi que les militaires astreints au service qui rentrent d'un congé à l'étranger et qui ne sont rééquipés d'une arme personnelle qu'après le 31 juillet;
- les militaires astreints au tir dont l'arme personnelle a été retirée par mesure de précaution et qui ne l'ont reçue qu'après le 31 juillet;
- les militaires astreints au service qui sont réincorporés dans l'armée et qui n'ont été rééquipés d'une arme personnelle qu'après le 31 juillet;
- les militaires dispensés du service par une Commission de visite médicale (CVM), pour autant que cette dispense expire après le 31 juillet;
- les militaires dispensés du service par l'autorité militaire du canton de domicile pour cause de détention ou de maladie, pour autant que la dispense expire après le 31 juillet;
- les militaires astreints au tir qui, pour refus de servir, font l'objet d'une enquête pénale ou subissent une peine;
- les militaires astreints au tir qui ont fait une demande pour un service militaire non armé, jusqu'à ce que la décision ayant force exécutoire ait été prise;
- les militaires astreints au tir qui ont fait une demande pour accomplir un service civil, jusqu'au moment où la décision est entrée en force.

2. Lieu de l'exécution des tirs obligatoires

Les tireurs doivent exécuter le tir obligatoire dans une société de tir reconnue.

Les sociétés de tir reconnues sont tenues d'accorder la participation gratuite aux exercices fédéraux.

3. Accomplissement du programme

Les sous-officiers et les militaires de la troupe astreints au tir effectuent le programme obligatoire à 300 m avec leur arme personnelle. Ils ne peuvent effectuer les exercices avec l'arme d'un autre tireur que si des raisons impérieuses l'exigent. Les officiers subalternes astreints au tir peuvent effectuer le programme obligatoire à 300 m avec le fusil d'assaut (F ass) ou à 25 m avec le pistolet.

Conditions: Le tir obligatoire est considéré comme réussi lorsque le militaire astreint au tir:

a) a obtenu, avec l'arme portative, un **minimum de 42 points**, ou, avec l'arme de poing, un **minimum de 120 points**, et b) **n'a pas obtenu plus de trois zéros**.

Le tireur astreint qui n'obtient pas d'emblée le résultat requis peut répéter, **dans la même société**, deux fois le programme obligatoire. Les frais de la munition pour les répétitions sont à la charge des tireurs astreints.

Les officiers subalternes qui ne réussissent pas le tir obligatoire dans le programme obligatoire à 25 m, doivent effectuer le programme obligatoire à 300 m. S'ils n'accomplissent pas leur tir obligatoire ou s'ils ne l'accomplissent pas dans une société de tir conformément aux prescriptions, ils doivent effectuer leur tir obligatoire avec le F ass dans un cours pour retardataires.

Les militaires astreints qui n'ont pas obtenu le résultat minimum exigé, ni la première, ni l'une des deux fois suivantes, sont considérés comme «restés»; ils seront convoqués (en civil), par ordre de marche personnel, à un cours pour tireurs «restés».

4. Instructions générales

Les exercices obligatoires doivent être terminés **jusqu'au 31 août au plus tard**. Les tirs exécutés après le 31 août ne seront pas reconnus. Les militaires astreints au tir qui n'exécutent pas ou ne terminent pas les exercices obligatoires dans une société de tir, sont appelés à faire leur tir obligatoire dans un **cours pour retardataires**, sans solde et sans indemnité de transport. **La mise sur pied a lieu seulement par publication officielle** (présente affiche).

Quiconque ne donne pas suite à un ordre de marche pour un cours de tir pour retardataires ou à un cours de tir pour «restés» sera puni. **Les militaires astreints au tir** qui, **pour cause de maladie ou d'accident**, n'effectuent pas le programme obligatoire dans leur société de tir jusqu'au 31 août ou qui, pour la même raison, ne se présentent pas au cours de tir pour retardataires, doivent immédiatement adresser **une demande de dispense, accompagnée d'un certificat médical sous pli fermé, à l'autorité militaire du canton de domicile**.

5. Contrôle du tir obligatoire

Le militaire astreint doit apporter ses livrets de service et de tir, respectivement le livret de performances militaire, une pièce d'identité, ainsi que la lettre d'invitation à accomplir le tir obligatoire (form. 1.23) lorsqu'il se présente pour accomplir le tir obligatoire et doit les remettre au comité de la société de tir. **Le militaire astreint qui se présente sans la lettre d'invitation ne doit pas être renvoyé**. La société établit une feuille de stand neutre.

Le tireur astreint qui, au moment de l'accomplissement du tir obligatoire, ne serait pas en possession de son livret de tir ou livret de performances militaire, le fera parvenir sans retard au comité de la société dès qu'il disposera à nouveau de ce document.

Le comité de la société inscrit immédiatement le résultat du tir obligatoire dans le livret de tir ou le livret de performances militaire et saisit le résultat dans le programme AFS.

6. Inaccomplissement du tir obligatoire

Lorsque le tir obligatoire n'a pas été accompli intentionnellement ou par négligence, les cas de peu de gravité sont réglés disciplinairement, selon le code pénal militaire, par l'autorité militaire cantonale.

Les cas qui ne peuvent pas être réglés disciplinairement au sens des articles 81 et 82 du code pénal militaire sont annoncés à l'Office de l'auditeur en chef/Justice militaire.

Convocation au cours de tir pour retardataires

1. Participants

Tous les militaires astreints, domiciliés dans le canton de Fribourg, selon chi 1. ci-dessus (Etendue du tir obligatoire), qui n'ont pas exécuté jusqu'au 31 août 2020 le programme réglementaire auprès d'une société de tir reconnue ou qui l'ont exécuté illicitement, doivent accomplir leur tir obligatoire dans un cours de tir pour retardataires.

2. Date, lieu

Samedi 14 novembre 2020, entrée au cours: 09.00 heures
Remise des feuilles de stand jusqu'à 10.30 heures au plus tard
Stand de tir de la Montagne de Lussy / près Romont
Fin du cours: 11.00 heures

3. Tenue, équipement

Vêtements civils adéquats et convenant à la saison.

Prendre avec soi: arme personnelle (of subalternes: Fass), sachet d'accessoires, tampons auriculaires, lunettes de tir (si elles sont inscrites dans le LS), couteau, livrets de service et de tir, respectivement livret de performances militaire ainsi qu'une pièce d'identité.

4. Convocation

Les retardataires ne reçoivent pas d'ordre de marche. Cette affiche et la publication dans la «Feuille officielle» tiennent lieu de convocation. Les militaires astreints qui, pour cause de maladie ou d'accident, ne peuvent pas se présenter au cours doivent adresser à l'autorité militaire du canton de domicile, une demande de dispense accompagnée d'un certificat médical sous pli fermé.

Fribourg, mars 2020	Direction de la sécurité et de la justice
	Le Conseiller d'Etat, Directeur: MAURICE ROPRAZ

A placarder: aux tableaux d'affichage des communes et dans tous les stands de tir. Il est interdit d'enlever cette affiche avant le 30 novembre 2020.

Direction de la sécurité et de la justice DSJ

Sicherheits-und Justizdirektion SJD

Schiesspflicht im Jahr 2020

1. Umfang der Schiesspflicht

Die Schiesspflicht beginnt im Jahr nach Absolvierung der Rekrutenschule. Schiesspflichtige Subalternoffiziere, Unteroffiziere und Angehörige der Mannschaft erfüllen bis zum Ende des Jahres vor der Entlassung aus der Militärdienstpflicht, längstens jedoch bis zum Ende des Jahres, in dem sie das 34. Alterjahr vollenden, jährlich eine obligatorische Schiessübung.

a)Schiesspflichtig sind

- Armeeangehörige des Jahrganges 1987 und jüngere, die mit dem Sturmgewehr ausgerüstet sind.
- Subalterneoffiziere (Lt/Oblt) des Jahrganges 1986 und jüngere, die mit dem Sturmgewehr ausgerüsteten Truppengattungen und Dienstzweige.

b)Nicht schiesspflichtig sind

- Armeeangehörige, welche 2020 aus der Armee entlassen werden.

c)Von der Schiesspflicht sind dispensiert

- Schiesspflichtige, die im Jahr 2020 mindestens 45 Tage besoldeten Militärdienst leisten;
- Schiesspflichtige, die vor dem 1. August einen Auslandsurlaub erhalten haben, sowie Militärdienstpflichtige, die aus dem Auslandsurlaub zurückkehren und erst nach dem 31. Juli wieder mit der persönlichen Waffe ausgerüstet werden;
- Schiesspflichtige, deren persönliche Waffe vorsorglich abgenommen wurde und die diese erst nach dem 31. Juli zurück-erhalten;
- Militärdienstpflichtige, die wieder in die Armee eingeteilt werden und mit der persönlichen Waffe erst nach dem 31. Juli wieder ausgerüstet worden sind;
- die von einer medizinischen Untersuchungskommission (UC) Dispensierten, sofern die Dispensation nach dem 31. Juli abläuft;
- die von der kantonalen Militärbehörde wegen Freiheitsentzug oder Krankheit Dispensierten, sofern die Dispensation nach dem 31. Juli abläuft;
- Schiesspflichtige, die wegen Dienstverweigerung in Strafuntersuchung oder im Strafvollzug stehen;
- Schiesspflichtige, die ein Gesuch um waffenlosen Militärdienst eingereicht haben, bis ein rechtskräftiger Entscheid vorliegt;
- Schiesspflichtige, die ein Gesuch um Zulassung zum Zivildienst eingereicht haben, bis ein rechtskräftiger Entscheid vorliegt.

2. Ort der Absolvierung der Schiesspflicht

Schiesspflichtige haben die Schiesspflicht in einem anerkannten Schiessverein zu erfüllen.

Anerkannte Schiessvereine sind verpflichtet, Angehörige der Armee an den Bundesübungen kostenlos teilnehmen zu lassen.

3. Erfüllung der Schiesspflicht

Schiesspflichtige Unteroffiziere und Angehörige der Mannschaft schiessen das obligatorische Programm 300 m mit ihrer persönlichen Waffe. Die Übungen dürfen nur aus zwingenden Gründen mit der Waffe eines anderen Angehörigen der Armee geschossen werden.

Die schiesspflichtigen Subalternoffiziere können das obligatorische Programm mit dem Sturmgewehr auf die Distanz 300 m oder mit der Pistole auf die Distanz 25 m schiessen.

Bedingungen: Die Schiesspflicht gilt als bestanden, wenn die oder der Schiesspflichtige:

a) mit der Handfeuerwaffe **mindestens 42 Punkte** bzw. mit der Faustfeuerwaffe **mindestens 120 Punkte** erreicht hat und

b) **nicht mehr als drei Nuller geschossen hat**.

Wer die Gesamtmindestleistung nicht erbringt, kann die obligatorischen Übungen **im gleichen Verein** zweimal wiederholen. Die Kosten der Munition für die Wiederholungen gehen zu Lasten der Schiesspflichtigen.

Subalternoffiziere, welche die Schiesspflicht auf 25 m nach zwei Wiederholungen nicht bestanden haben, müssen das obligatorische Programm 300 m schiessen. Kommen sie ihrer Schiesspflicht nicht oder nicht vorschriftsgemäss in einem Schiessverein nach, so müssen sie die Schiesspflicht in einem Nachschiesskurs mit dem Sturmgewehr erfüllen.

Als verblieben gilt, wer die verlangte Mindestleistung das erste Mal oder auch in den zwei Wiederholungen nicht erreicht. Diese Schiesspflichtigen werden mit einem persönlichen Marschbefehl in einen Schiesskurs für Verbliebene (in Zivil) einberufen.

4. Allgemeine Weisungen

Die obligatorischen Schiessübungen müssen **bis spätestens 31. August** beendet sein. Nach dem 31. August geschossene Übungen werden nicht mehr anerkannt.

Schiesspflichtige, welche das obligatorische Programm nicht oder nicht vollständig in einem Schiessverein schiessen, haben den **Nachschiesskurs** ohne Sold und Reisespesenrückerstattung zu bestehen. **Das Aufgebot** hierzu erfolgt **nur** durch diesen **öffentlichen Anschlag**.

Wer einem Aufgebot zu einem Kurs für Nachschiesspflichtige oder Schiesskurs für Verbliebene nicht Folge leistet, wird bestraft. Schiesspflichtige, die wegen **Krankheit oder Unfall** das obligatorische Programm bis zum 31. August in ihrem Verein nicht schiessen oder aus den gleichen Gründen nicht zum Nachschiesskurs einrücken können, haben sofort ein **Dispensationsgesuch unter Beilage eines verschlossenen Arztzeugnisses an die kantonale Militärbehörde des Wohnorts** zu richten.

5. Schiesspflichtkontrolle

Das Dienst-, Schiessbüchlein respektive der militärische Leistungsausweis, ein amtlicher Ausweis sowie die Aufforderung zur Erfüllung der Schiesspflicht (Form. 1.23) sind beim Antreten zur obligatorischen Schiessübung mitzubringen und dem Vereinsvorstand abzugeben. **Der Schiesspflichtige, welcher ohne Aufforderung erscheint, darf nicht abgewiesen werden**. Der Schützenverein erstellt ein neutrales Standblatt.

Ist der/die Schiesspflichtige zur Zeit der Absolvierung des obligatorischen Programms nicht im Besitz des Schiessbüchleins respektive des militärischen Leistungsausweises, hat er/sie dieses dem Vereinsvorstand unverzüglich abzugeben, sobald er/sie wieder darüber verfügt.

Der Vereinsvorstand trägt das geschossene Resultat der Schiesspflichtigen sofort im Schiessbüchlein respektive im militärischen Leistungsausweis ein und erfasst das Resultat im Programm der VVA.

6. Nichterfüllung der Schiesspflicht

Die fahrlässige oder vorsätzliche Nichterfüllung der Schiesspflicht kann von der kantonalen Militärbehörde in leichten Fällen gemäss Militärstrafgesetz disziplinarisch bestraft werden.

Fälle, die nicht im Sinn der Artikel 81 und 82 des Militärstrafgesetzes disziplinarisch geregelt werden können, werden dem Oberauditorat/Militärjustiz gemeldet.

Aufgebot zum Nachschiesskurs

1. Teilnehmer

Alle im Kanton Freiburg wohnhaften Schiesspflichtigen gemäss obenerwählter Ziff 1. (Umfang der Schiesspflicht), die bis zum 31. August 2020 das vorgeschriebene obligatorische Programm nicht oder nicht vorschriftsgemäss in einem anerkannten Schiessverein geschossen haben, müssen ihre Schiesspflicht im Nachschiesskurs erfüllen.

2. Ort und Zeit

Samstag, 14. November 2020, Einrückungszeit: 09.00 Uhr
Standblattausgabe bis spätestens 10.30 Uhr
Schiessplatz Montagne de Lussy bei Romont
Ende des Kurses: 11.00 Uhr.

3. Anzug und Ausrüstung

Zweckmässige und der Jahreszeit angepasste Zivilkleidung. Mitzubringen sind: persönliche Waffe (Subalternoffiziere: Stgw), Gewehrputzzeug, Gehörschutz, Schiessbrille (sofern im DB eingetragen), Messer, Dienst- und Schiessbüchlein, bzw. der militärische Leistungsausweis sowie ein amtlicher Ausweis.

4. Aufgebot

Es werden keine persönlichen Marschbefehle erlassen. Dieser Anschlag bzw. die Publikation im Amtsblatt gelten als Aufgebot. Schiesspflichtige, die wegen Krankheit oder Unfall nicht zum Nachschiesskurs einrücken können, haben ein Dispensationsgesuch unter Beilage eines verschlossenen Arztzeugnisses an die kantonale Militärbehörde des Wohnorts zu richten.

Fribourg, März 2020	Sicherheits-und Justizdirektion
	Der Staatsrat, Direktor: MAURICE ROPRAZ
Anzuschlagen:	An den Gemeindeanschlagstellen und in allen Schiessständen. Darf vor dem 30. November 2020 nicht entfernt werden.